

En tête ADDIP

Monsieur Nicolas SARKOZY,
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, Faubourg St Honoré

75008 PARIS

Foix, le 11 Août 2007

Objet :
Plan ours dans les Pyrénées
Demande d'audience

Monsieur le Président,

Dans votre volonté de trouver une issue à la grave crise que traversent les Pyrénées, vous avez été sensible à nos arguments et à nos propositions. La mort accidentelle de l'ourse Franska, dont nous avons en vain demandé le retrait, montre une fois de plus combien ils sont fondés. Vous nous avez fait l'honneur d'être reçus par votre Conseillère Technique à l'Ecologie, Chantal Jouanno, à Toulouse le 16 Juillet, et nous vous en remercions vivement.

Pour la première fois, nous avons eu face à nous quelqu'un avec une écoute, une volonté, une franchise, une prise en compte des problèmes, une approche tellement différente de tout ce que nous avions connu jusqu'alors. Cette nouvelle façon de gouverner, tournée vers les gens qui travaillent prenait la forme de paroles très claires : « le pastoralisme doit être le pivot de toutes les activités montagnardes », « la concertation ne fut pas à la hauteur des enjeux du plan ours ». Enfin nous avons vu l'intérêt que suscitait la faisabilité d'un espace dédié aux ours, et l'inquiétude face à la présence d'ours « atypique ».

Suite à cette rencontre, un immense espoir est né et s'est diffusé dans toute la chaîne pyrénéenne. L'Élysée nous écoutait, on pouvait croire à l'ébauche de solutions qui existent et au retour à la paix sociale dans le massif.

Le jeudi 26 Juillet, nous avons rencontré Nathalie Kosciusko-Morizet, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie dans un cadre très différent avec toutes les parties réunies. Unanimes, les élus et responsables professionnels, institutionnels et associatifs sont venus dénoncer d'une même voix l'impossible cohabitation des hommes et des ours dans les Pyrénées. Et là, la déception fut à la hauteur de l'immense espoir qu'avait généré le rendez-vous de la semaine précédente.

A des lieues des réalités du terrain, la teneur des mesures annoncées à l'issue de cette rencontre a mis en évidence, une fois de plus, le grave noyautage interne de l'administration de l'Ecologie par les associations ultra environnementalistes. Dès 2003, Christian ESTROSI, rapporteur d'une commission d'enquête parlementaire relevait « l'anormale proximité entre l'administration de l'Environnement et les milieux écologiste dont elle est en partie issue ». D'autres rapports et missions, de l'assemblée nationale jusqu'à la direction de l'environnement, n'ont fait que confirmer ces dysfonctionnements inacceptables. Nous vous en donnons ci-après les références.

Quand les mêmes fonctionnaires qui ont participé à ce fiasco humain, social, économique et écologique qu'est l'importation d'ours de Slovénie depuis 10 ans sont encore aujourd'hui à la tête des études et réflexions menées par Madame Nathalie Kosciusko-Morizet, il semble impossible qu'une solution puisse venir du ministère de l'Ecologie. Malgré la bonne volonté de la Secrétaire d'Etat.

La mort accidentelle de l'ourse slovène Franska est une démonstration supplémentaire, cinglante, de l'absurde entêtement à poursuivre ce plan de réintroduction utopique, coupé des réalités et dilapideur de fonds publics. Nous pensons que seule une action rapide, forte et décisive peut encore éviter la catastrophe et sauver le pastoralisme dans les pyrénées. Et empêcher la disparition définitive de la population d'ours, que les ultra-environnementalistes, refusant toute idée d'espace dédié aux ours, mènent aussi sûrement et radicalement qu'ils l'ont fait pour Franska, à une fin proche, et certaine.

Face à une telle situation, héritage de 25 ans de manipulations et de mensonges et conscients « qu'il n'y a pas de fatalité », nous en appelons à votre autorité pour que la paix sociale revienne dans le massif où nous ne voulons que vivre et travailler en paix. Des solutions existent, Nous sollicitons un rendez-vous pour les envisager avec vous de façon claire, concrète et objective.

Convaincus qu'une approche pragmatique de la question de l'ours, que nous avons nettement perçue auprès de Chantal Jouanno, porte seule en elle les clés d'une sortie de crise proche et durable,

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Philippe Lacube,
Président.

Pièce-jointe : copie de notre courrier à Mme la Secrétaire d'Etat.

Annexe : Administration de l'Environnement et milieux écologistes, une « anormale proximité »

Elle est dénoncée depuis plusieurs années par de nombreux travaux et missions d'étude :

- Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les conditions de la présence du loup en France et de l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne présidée par M. Christian ESTROSI (enregistré à l'assemblée nationale le 2 mai 2003 sous le N° 825)
- Le rapport d'information de la commission des finances de l'Assemblée Nationale déposé par Augustin Bonrepaux le 13 décembre 2006
- Le rapport d'enquête sur le financement des associations intervenant dans le champ de l'environnement par le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable établi par l'inspection générale des finances (Ref. n° 2002-M-027-01) et l'inspection de l'environnement (Ref. n° IGE/02/033) et largement évoqué par Madame Roselyne Bachelot dans son livre « *Le combat est une fête* » (Ed. Robert Laffont, paru en novembre 2006)
- Le rapport sur les fonctions de soutien et les opérateurs du MEDD établi par Pierre Roussel, Ingénieur général du GREF, Chef de l'Inspection générale de l'environnement le 22 novembre 2006 (N° IGE/06/047)
- Le rapport Life Nature « Conservation des grands carnivores ne Europe » de 2000 (Ref. B4-3200/95/518) quant au rôle majeur de l'ADET en excluant totalement tous les acteurs de terrain tel que les collectivités locales, les organisations agricoles (Chambres d'agriculture et syndicats), les groupements pastoraux et gestionnaires et propriétaires d'espaces naturels privés et publics.

